



## ARRÊTÉ N° DIR-I-2019-099

**PORTANT AUTORISATION DE SURVOL EN DRONE DE LA ROCHE ECRITE, DU 1<sup>ER</sup> JUIN AU 31 JUILLET 2019 POUR DES PRISES DE VUE.**

**Le Directeur de l'établissement public Parc national de La Réunion ;**

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.331-1 et suivants et R.331-1 et suivants ;

Vu le décret n°2007-296 du 5 mars 2007 créant le Parc national de La Réunion, notamment son article 17 ;

Vu le décret n°2014-49 du 21 janvier 2014 portant approbation de la charte du Parc national de La Réunion,

Vu les modalités d'application de la réglementation en cœur de Parc définies à l'annexe 1.1 de la Charte du Parc national, notamment la modalité 10 relative aux mesures de protection ou conservatoires d'éléments du patrimoine naturel, et la modalité 24 relative au survol ;

Vu l'arrêté n°DIR/2015-03 du 28 juillet 2015 portant réglementation du survol motorisé sur le massif de la Roche Écrite, en cœur du parc national de La Réunion ;

Vu la demande formulée par la SEOR représentée par M FOUILLOT par courriel du 9 mai 2019 et enregistrée au dossier DIR/AD/2019/153 ;

Considérant qu'il n'existe pas à très court terme de meilleure solution alternative environnementalement, socialement et économiquement acceptable pour réaliser ces prises de vue;

Considérant que les impacts de l'opération sont compatibles avec la préservation de l'Echenilleur de La Réunion ;

**arrête**

### **Article 1**

La SEOR est autorisée à organiser le survol par drone de la Roche Ecrite, du 1<sup>er</sup> Juin au 31 juillet 2019, à des fins de tournage d'un clip de présentation sur l'Echenilleur de La Réunion.

### **Article 2**

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national de La Réunion et ne se substitue pas aux autres autorisations nécessaires pour la réalisation de l'opération.

### Article 3

Le Directeur du Parc national, le Directeur de la sécurité de l'aviation civile, le Directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur Régional de l'Office National des Forêts, le Commandant de la Gendarmerie, la Police Nationale, la Brigade Nature de l'Océan Indien, le Conseil Général et leurs agents dûment habilités sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs du Parc national.

Fait à La Plaine des Palmistes, le 24 MAI 2019

Le Directeur  
PARC NATIONAL  
LA RÉUNION  
Jean-Philippe DECORME

***NB :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément aux articles R.421-1 et R.421-5 du code de justice administrative.*

Diffusion et publication :

- ONF
- Secteur Nord du Parc national
- Recueil des actes administratifs du Parc national de La Réunion
- Affichage (2 mois)